

## Le casse-tête de la coalition « jamaïcaine »

— Ces prochaines semaines, Angela Merkel va devoir former une nouvelle majorité avec les Libéraux et les Verts, deux formations qui s'opposent sur plusieurs dossiers clés.

C'est son dernier défi. Au lendemain d'une victoire étriquée, contestée sur sa droite par ses alliés conservateurs bavarois de la CSU, Angela Merkel va devoir former une coalition dans une situation inédite. En pleine débâcle, les sociaux-démocrates ont annoncé qu'ils rejoignaient les bancs de l'opposition. Exit donc, la « grande coalition » qui avait les faveurs de la chancelière. Compte tenu du faible résultat des chrétiens-démocrates et de leurs alliés bavarois, la seule option ouverte pour son quatrième mandat est une coalition à trois, incluant les Libéraux du FDP et les Verts. Cette coalition, dite « Jamaïque » – en référence au drapeau de cet État des Caraïbes dont les couleurs noir-jaune-vert sont celles des trois partis – s'annonce politiquement très acrobatique. Expérimentée au niveau régional dans le Land du Schleswig-Holstein depuis le printemps et, brièvement, dans le Land de la Sarre entre 2009 et 2012, elle n'a jamais été tentée au niveau du gouvernement fédéral.

Les Libéraux du FDP, le parti des entrepreneurs et du libre-échange et les Verts, eux-mêmes tiraillés entre « *realos* » (réalistes) et « *fundis* », (fondamentalistes), s'opposent sur des dossiers clés : la politique énergétique, la fiscalité et l'Europe. Les Verts réclament notamment l'interdiction du diesel dans les villes et la fermeture de vingt centrales à charbon, ce dont les Libéraux ne veulent pas entendre parler.

Sur l'Europe, dans le sillage de l'ancien ministre des affaires étrangères Hans-Dietrich Genscher, le FDP se veut proeuropéen mais son nouveau président, Christian Lindner, a déjà fixé une condition pour entrer au gouvernement : le rejet des idées de réforme de la zone euro, portées par le président français Emmanuel Macron, avec un budget et un ministre des finances de la zone euro. « *Un budget de la zone euro – M. Macron parle de plusieurs points de PIB et cela représenterait plus de 60 milliards d'euros pour l'Allemagne – où l'argent atterrirait en France pour les dépenses publiques ou en Italie pour réparer les erreurs de Berlusconi, serait*

*impensable pour nous et représenterait une ligne rouge* », a prévenu Christian Lindner. Une position assez proche de celle du ministre allemand des finances sortant et numéro deux de la CDU, Wolfgang Schäuble. À l'inverse, les Verts veulent « *la fin de la politique unilatérale des économies* » en Europe.

« *Au nom de la protection des épargnants allemands, les Libéraux s'opposent à la politique d'assouplissement quantitatif et de baisse des taux de la Banque centrale européenne*, ajoute Jean-Dominique Giuliani, président de la Fondation Robert-Shuman. *En politique étrangère, Christian Lindner soutient la levée des sanctions contre la Russie, là où Angela Merkel et les Verts veulent leur maintien.* »

**Cette alliance pourrait n'être que temporaire et ne pas aller jusqu'au bout de la législature.**

Les négociations pourraient être également difficiles entre les Verts et la CSU bavaroise, en particulier sur la question migratoire. Les Verts s'opposent à la mise en place d'un « plafond » annuel du nombre de demandeurs d'asile, réclamé en vain depuis 2015 par le chef de la CSU et ministre-président de la Bavière Horst Seehofer. En perte de vitesse dans son fief, ce dernier pourrait être tenté de faire monter les enchères avant son rendez-vous avec les électeurs bavarois à l'automne 2018.

Outre le compromis à trouver sur un programme de gouvernement, les quatre partenaires de la coalition devront s'entendre sur la répartition des postes. En 2009, le FDP avait hérité du ministère des affaires étrangères, un portefeuille convoité par les Verts. Les Libéraux pourraient revendiquer le ministère des finances, un poste clé assumé, depuis octobre 2009, par le très populaire chrétien-démocrate Wolfgang Schäuble.

Les négociations pourraient donc prendre plusieurs mois. En cas d'échec, une pression pourrait s'exercer sur les dirigeants sociaux-démocrates pour qu'ils revoient leur position. Et si la coalition « jamaïcaine » voit le jour, souligne Matthias Müller von Blumencron, journaliste à la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, cette alliance pourrait bien n'être que temporaire et ne pas aller jusqu'au bout de la législature.

François d'Alañon

## Emmanuel Macron prend les devants sur l'Europe



Le président français a voulu présenter ses propositions pour l'UE avant la formation de la nouvelle coalition d'Angela Merkel (reçue ici à l'Élysée le 13 juillet dernier). Gilles Bassignac/Divergence

— Pour défendre ses positions sur l'Europe, le président de la République a attendu les élections outre-Rhin.

— Mais il a tenu à s'exprimer avant qu'une position allemande sur l'UE ne soit scellée à Berlin dans un accord de coalition.

Emmanuel Macron s'apprête-t-il à donner une leçon d'Europe ? C'est en tout cas dans l'ambiance très doctorale du grand amphithéâtre de la Sorbonne qu'il a prévu d'exposer aujourd'hui sa vision de la « *refondation de l'Europe* ». Il s'agit d'une étape de plus dans sa séquence européenne, un peu plus de quinze jours après son autre grand discours prononcé à Athènes, avec l'Acropole en toile de fond. À Berlin, le ton professoral, voir le style « Roi-Soleil », avec cette habitude à prendre les devants sur des sujets communs, n'est pas du goût de tout le monde.

Quoi qu'il en soit, jamais un président de la République française ne se sera autant saisi en public de la question européenne. Emmanuel Macron a soigneusement choisi son tempo pour prononcer ce discours, juste après l'élection allemande dans le souci de respecter l'expression d'un peuple, mais avant que l'accord de coalition ne scelle définitivement une position sur l'Union européenne.

L'Élysée dément avoir travaillé le discours en fonction de la nou-

velle donne allemande. La prise de parole d'Emmanuel Macron, contrairement à ce qui était annoncé, ne devrait pourtant pas comporter beaucoup de détails sur les annonces déjà faites précédemment. « *Ce ne sera pas un discours qui partira des outils à développer mais des grands défis à relever* », confirme-t-on dans l'entourage du président.

Quitte à se répéter, le président français redéveloppera son thème de « *l'Europe souveraine* », qui peut davantage agir à son échelon que les États sur certains enjeux (concurrence commerciale, immigration, politique extérieure etc.). Il plaidera en outre en faveur d'une Europe « *démocratique* » et

**Le message sera envoyé aux pays de l'Est hostiles à l'accueil des migrants, que la solidarité communautaire ne peut pas être à sens unique.**

« *unie* ». Le message sera envoyé aux pays de l'Est hostiles à l'accueil des migrants, que la solidarité communautaire ne peut pas être à sens unique. Les avancées communes poussées par Paris, Berlin, Madrid et Rome pour dé-

velopper l'Europe de la défense seront mises en avant.

Voilà qui ne devrait pas entraîner beaucoup de contestations, à Berlin. Il lui sera difficile d'en rajouter, en revanche, sur son projet phare de créer un budget de la zone euro, avec sa propre gouvernance et son propre contrôle parlementaire. Cette proposition est en effet incompatible avec la ligne des libéraux allemands, qui feront nécessairement partie de la coalition en construction. Le chef du FDP, Christian Lindner a déjà prévenu que la formation d'un budget commun constitue pour lui une « *ligne rouge* » à ne pas franchir, car il reviendrait selon lui à faire payer l'Allemagne pour les autres États membres (*lire ci-contre*).

« *On ne va pas tout ramener à un seul sujet* », prévient-on à l'Élysée, faisant valoir que d'autres projets pourront avancer pour la monnaie unique (convergence de la zone euro ou la création d'un fonds monétaire pour parer aux crises financières). L'accent devrait être mis sur les autres temps forts de la semaine, très chargée en événements européens. Un sommet franco-italien est attendu demain à Lyon. Il sera suivi d'un sommet sur le numérique à Tallinn en Estonie, jeudi et vendredi. La taxation des géants de l'Internet qui, pour l'heure, échappent en grande partie à l'impôt, et les investissements pour l'innovation, figureront parmi les grandes têtes de chapitres du discours de demain.

Jean-Baptiste François